



Communiqué de presse

Jeudi 25 janvier 2007

L'économie rejette unanimement la caisse unique

Une caisse unique entraînerait une augmentation constante des impôts et éliminerait les incitations aux économies dans le système de santé. L'économie et la classe moyenne en pâtiraient. Les conséquences sur la croissance économique et l'emploi seraient fâcheuses. C'est pourquoi l'économie suisse rejette catégoriquement la caisse unique.

Le 11 mars, le peuple décidera de l'instauration de nouveaux impôts. Pour Gerold Bühler, président d'economiesuisse, la situation est claire : l'initiative aurait des conséquences catastrophiques pour le système de santé, car les incitations aux économies disparaîtraient et les coûts poursuivraient leur ascension. Selon M. Bühler, cette démarche ne ferait qu'accroître les impôts en permanence. Les conséquences négatives pour la croissance économique et l'emploi sont tout, sauf sociales, l'initiative est un cas classique d'autogoal.

« Pour les patrons [...], la caisse unique est une expérience dangereuse », a déclaré Rudolf Stämpfli, président de l'Union patronale suisse. Une caisse unique en situation de monopole aboutirait à une détérioration de la qualité des prestations. Les patrons subiront également les conséquences de cette détérioration – du fait d'absences plus longues par exemple. En outre, M. Stämpfli se dit convaincu que la caisse unique aurait un coût excessif pour le système d'assurances sociales.

Des exemples d'autres pays montrent que l'étatisation du système de santé ne fonctionne pas, a indiqué Christophe Reymond, directeur du Centre Patronal. Au lieu de répéter les erreurs de ses voisins, la Suisse doit miser sur le potentiel de croissance de la branche de la santé. Cela permettrait de créer des postes pour des travailleurs qualifiés.

La classe moyenne et les artisans pâtiraient de cette initiative. Des modèles de calcul le démontrent. Pour Edi Engelberger, président de l'Union suisse des arts et métiers, il est important que le non à la caisse unique l'emporte, car un changement de système aurait des conséquences imprévisibles. Un nouvel impôt sur la fortune fédéral pourrait voir le jour, a déclaré en substance M. Engelberger. « Cela attaquerait la substance économique des propriétaires de PME » qui ont investi tous leurs avoirs dans leur entreprise.

Pour tout renseignement :

Damien Cottier

Téléphone : 022 737 41 25

E-mail : damien.cottier@economiesuisse.ch